

LEMONITEUR



Climat : le bâtiment fait progresser la France

Laurent Miguet | le 29/06/2021 | [Transition écologique](#), [Climat](#), [France](#)



Ma newsletter personnalisée



En progrès, mais peut mieux faire. Livré le 28 juin au Premier ministre, le rapport « Neutralité carbone 2021 » du Haut conseil pour le climat constate la trajectoire encourageante du bâtiment et de l'industrie français, dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Mais le transport continue à stagner, alors qu'il en constitue la principale source.

Le bâtiment contribue à l'accélération de la décarbonation de l'économie française, selon le troisième rapport du Haut conseil pour le climat (HCC), remis le 28 juin au Premier ministre sous le titre « **Renforcer l'atténuation, engager l'adaptation** ».

Avec -1,9 % en 2019 au lieu de -1 % en 2016, le pays progresse, dans la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre (GES).

La production d'énergie et l'industrie concourent également à ce résultat certes encourageant, mais **encore loin des -3 % par an que la France doit respecter entre 2021 et 2030, en vertu de ses engagements européens.**

Gestes sans visions

L'institution assortit d'un bémol son satisfecit vers le bâtiment : « le bon bilan des politiques publiques de rénovation énergétique **contraste avec la faiblesse des ambitions, en matière de bâtiments basse consommation**, alors que la réussite passe par la mise en synergie entre les deux objectifs », juge Paul Hervé, au secrétariat du HCC. « **On est encore dans une logique de gestes, avec un manque de vision d'ensemble** », ajoute la climatologue franco-canadienne Corinne Le Quéré, présidente de l'institution.

Sans surprise, le gouvernement s'appuie sur les promesses de **MaPrimeRénov'** pour démontrer sa capacité à accélérer la décarbonation du bâtiment, tout en respectant un objectif d'équité. « 80 % des ménages bénéficiaires appartiennent aux catégories modeste et très modeste », souligne l'entourage du Premier ministre, qui s'appuie sur cette politique pour marteler une constante de sa stratégie climatique : accompagner plutôt que taxer.

Transition juste

« **MaPrimeRénov' plutôt que la taxe carbone** », traduit-on en "langage Matignon" à l'intention du monde du logement.

Cette philosophie conduit Paris à s'opposer à l'idée d'intégrer le bâtiment et les transports dans les quotas carbone européens : le gouvernement redoute la myopie sociale d'une mécanique « qui touche tout un chacun de façon indifférenciée ». L'argument répond aux appels du HCC en faveur d'une « transition juste ».

Appliquée à l'industrie, autre domaine dans lequel l'organe de conseil mesure les progrès de la France, la stratégie d'accompagnement se traduit dans un bras de fer européen annoncé : Paris mettra tout son poids pour convaincre les 27 de mettre en place un **mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, avec une application prioritaire à l'acier et au ciment.**

Sur le même sujet

Face aux fuites de carbone, l'Europe mise sur le ciment et l'acier

Ecluse fiscale

« L'effort de décarbonation rend nos concurrents plus compétitifs : en contradiction avec l'accord de Paris, leurs hauts-fourneaux et leurs cimenteries continuent à mobiliser le fuel et le charbon, quand les nôtres utilisent le bois, le biogaz et demain l'hydrogène. Le mécanisme d'ajustement aux frontières vise à remettre les uns et les autres sur un pied d'égalité. **Ce n'est pas une taxe carbone, c'est une écluse fiscale** », décrypte Matignon.

La France peut mener cette bataille avec d'autant plus de détermination que les scientifiques lui reconnaissent un bilan crédible, y compris après intégration des importations : « **Après s'être alourdie jusqu'en 2005-2008, l'empreinte carbone globale a suivi une évolution parallèle à celle des émissions nationales.** Nous manquons de données très récentes pour affirmer que cette tendance se poursuit, mais on est sorti de la période des émissions nationales en décroissance, avec une empreinte en croissance », rassure Corinne Le Quéré.

Panne électrique

Le gouvernement sort moins vert de la lecture des pages du troisième rapport du HCC consacrées au transport : **source du tiers des émissions de GES, ce secteur tarde à s'électrifier.** Certes, le HCC se réjouit du bond franchi entre 2019 et 2020 par les voitures électriques, passées de 3 à 11 % du marché de l'automobile. « Ce pas doit se poursuivre, mais il se heurte à **un grand retard dans le déploiement des infrastructures de recharge** », note Corinne Le Quéré.

L'autre talon d'Achille tient à la **faiblesse du report modal vers le rail**, particulièrement criante dans le transport des marchandises. Pour y mettre fin, le HCC souligne le besoin d'investissements au-delà de l'échéance du plan de relance.

Orientations en berne

Message reçu, à en croire les services du Premier ministre qui profitent de l'occasion pour revenir sur le dossier symbolique de la ligne de fret Rungis-Perpignan : la réouverture aura bien lieu en octobre. Elle s'inscrit dans un plan de déploiement de **trois autoroutes ferroviaires**, et dans une stratégie de doublement des moyens affectés au transport par rail, en cours d'examen au conseil d'orientation des infrastructures.

Au-delà des analyses sectorielles, le « peut mieux faire » du HCC vise le suivi et l'évaluation de l'ensemble des politiques publiques à travers le prisme du carbone. De ce point de vue, **le bilan des 22 orientations de la stratégie nationale bas carbone de 2015 jette un froid** : une seule d'entre elles s'est traduite dans les faits, 12 restent en situation incertaine, et six autres n'ont pas connu un début de mise en oeuvre.

Sur le même sujet

Emissions de GES : malgré une baisse en 2019, la France reste hors des clous de sa stratégie bas carbone

Evaluations en progrès

Certes, l'évaluation en amont du projet de loi Climat & Résilience a tracé la voie, de même que les plans d'action publiés par les ministères de la Transition écologique, de l'Economie et de l'Agriculture. « Mais cette amélioration reste très partielle. **L'appropriation des objectifs de décarbonation doit encore se diffuser dans chaque ministère, avec des mesures, des ressources et un suivi** », insiste Corinne Le Quéré. « Le gouvernement s'engage à démultiplier la démarche. Il publiera **dans les prochains jours une évaluation de la loi d'orientation des mobilités** », répond Matignon.

Mais l'objectif d'amélioration du suivi et de l'évaluation vise autant l'échelon central que les autres strates du millefeuille administratif français. **Les régions s'en sortent plutôt bien** sous cet angle : l'achèvement des schémas d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sraddet) précède la mise en place de méthodologies communes, accompagnées par l'agence de la transition écologique (Ademe).

Focale européenne

Le point faible se situe plutôt dans les mailles territoriales les plus fines : « Beaucoup de politiques locales contribuent à l'adaptation au changement climatique ou à l'atténuation de ses effets, sans pour autant bénéficier d'une labellisation. Mais comme les aléas et les risques ignorent les frontières administratives, ces initiatives souffrent d'un manque de pilotage central », souligne la présidente du HCC.

Les analyses territoriales de ce dernier convergent avec celles du gouvernement sur un point crucial : **l'Europe détient les leviers majeurs, sur la voie de la transition**. Ce constat conduit le HCC à pousser les 27 à **sortir des critères de Maastricht tous les investissements qui conduisent à la transition écologique et à son accompagnement social**.

Feu d'artifice

A très court terme, l'horizon du 14 juillet focalise l'attention des acteurs français et européens de la politique climatique : après avoir rehaussé l'objectif à moins 55 %

d'émissions de GES d'ici à 2030, la commission donnera ce jour-là les premières indications sur la répartition de l'effort et les leviers à actionner. **Le mastodonte désigné sous le nom de Paquet climat entrera dans le dur.**

 **RÉAGIR À CET ARTICLE**

Et si votre bâtiment se dotait d'un salon vertical connecté ?

PUBLICITÉ Valorisez votre bien immobilier grâce à un nouvelle solution de mobilité qui allie confo technologie... comme dans un salon !

Contenu prc

LES BONNES RAISONS DE S'ABONNER

Au Moniteur

- **La veille 24h/24** sur les marchés publics et privés
- **L'actualité nationale et régionale du secteur du BTP**
- **La boîte à outils réglementaire** : marchés, urbanismes, environnement
- **Les services indices-index**

➤ **JE M'ABONNE**

Une marque du groupe

Tout savoir sur le Moniteur

Contacts

Mentions légales

RGPD

Paramétrage Cookie